

## **Convaincre Le Gouvernement Conservateur**

Karine Gagnon

Le Journal De Montréal

04 novembre 2009

GATINEAU -- Le grand défi des défenseurs du corridor Québec-Windsor est de convaincre le gouvernement fédéral de participer, prévient Joe Volpe, critique libéral en matière de transports, ajoutant que même le Bloc, parti souverainiste, est plus intéressé par le projet que le premier ministre Harper.

"C'est à cause de la coopération entre les députés du Bloc et les libéraux que l'étude (d'actualisation sur le corridor Québec-Windsor) est venue à l'ordre du jour de la commission. Imaginez qu'un parti souverainiste est plus intéressé par l'avenir et le futur du pays que les conservateurs. Pour moi, c'est incroyable", a affirmé M. Volpe au Journal, au terme d'un discours enflammé au Sommet nord-américain sur le train à grande vitesse, qui prend fin aujourd'hui à Gatineau.

Le gouvernement actuel ne semble pas avoir la volonté de réaliser ce projet, selon M. Volpe, membre du comité qui étudie les trains à grande vitesse aux Communes (SCOTIC) et qui doit produire un rapport en début d'année. "Il est difficile de convaincre le caucus conservateur, qui n'est pas du centre du Canada, qui représente le tiers de la population qui n'habite pas dans le corridor, a ajouté M. Volpe. Mais, pour nous, la réalité canadienne, c'est le corridor Québec-Windsor."

Estimant que la conjoncture économique est favorable pour le corridor Québec-Windsor, M. Volpe, député ontarien, compte beaucoup sur l'appui des premiers ministres Charest et McGuinty. Il répète que ce projet doit se faire en une seule étape.

M. Volpe abonde par ailleurs dans le même sens que Denis Brière, président du Comité stratégique sur l'accès à la région de la Capitale-Nationale, à l'effet que le gouvernement Harper doit présenter son plan de match dès ce printemps.

"On a fait déjà 18 études, mais il faut se convaincre que le pays mérite l'investissement, c'est tout, dit-il. Après ces dernières études, on va avoir une réponse des premiers ministres du Québec et de l'Ontario, ensuite il faut agir et agir vite, dès le mois de mars."

Conférencier au Sommet hier, Brian Jean, secrétaire parlementaire du ministre des Transports et Infrastructures, John Baird, assure que le gouvernement fédéral est intéressé. À preuve, dit-il, sa participation à l'étude d'actualisation attendue en février 2010.

"L'urgence d'agir ne justifie toutefois pas de commettre des erreurs de parcours pour un investissement de cette taille, aussi mieux vaut étudier à fond la question, soutient-il, ajoutant que si on ne réalise pas le projet, on aura tout de même fait un grand pas avec ces études."

Quant à la possibilité d'effectuer le corridor Québec-Windsor par étape, M. Jean ne l'écarte pas, "mais préfère laisser la question à des experts".